

accord prévoit l'élimination progressive des droits de douane imposés par la Tunisie et l'établissement d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne d'ici 2008. Pour promouvoir l'investissement étranger, la Tunisie a amorcé un grand nombre de réformes structurelles et réglementaires, dont la création de zones de libre-échange et la modernisation de ses infrastructures.

Les exportations canadiennes en Tunisie ont connu une hausse considérable en 2002. Le Canada a tenu en 2002 une consultation bilatérale canado-tunisienne afin de faire progresser la coopération économique et l'accès aux marchés entre les deux pays.

Afrique subsaharienne

Parmi toutes les régions en développement, l'Afrique est celle qui connaît la croissance du produit intérieur brut (PIB) la plus rapide. Les exportations de marchandises canadiennes en Afrique subsaharienne, qui étaient de 700 millions de dollars en 2001, ont connu une baisse en 2002, pour se chiffrer à 606 millions de dollars. Si l'on ajoute les exportations de services, les exportations totales s'élèveraient à plus de 1 milliard de dollars. Le Canada a importé pour 1,2 milliard de dollars de produits en provenance de l'Afrique subsaharienne (une hausse de 10 %), dont plus du tiers se composent de pétrole brut. Le 1^{er} janvier 2003, le Canada a ouvert son marché aux produits africains en éliminant ses droits de douane et ses contingents visant les importations en provenance des 48 pays les moins avancés, dont 34 se trouvent en Afrique.

AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud est le plus important partenaire commercial du Canada en Afrique subsaharienne. La relation commerciale entre les deux pays est vaste et variée. Le Canada y exporte des produits divers : machines pour exploitation minière, grain et matériel de communication.

L'Afrique du Sud continue d'exploiter un régime de libéralisme commercial. En plus de ses activités au sein d'organismes multilatéraux comme le Groupe de Cairns, elle continue à libéraliser son marché intérieur. Depuis la fin de l'apartheid, les droits de douane ont été simplifiés et réduits, et les barrières non tarifaires ont été abaissées. La concurrence est stimulée par la réduction de la concentration de la propriété des entreprises, qui était un legs de

l'apartheid, et par la privatisation et la déréglementation. L'Afrique du Sud est très ouverte à l'investissement étranger puisqu'elle y voit un moyen d'accélérer le développement et d'améliorer le marché de l'emploi. Afin de favoriser l'intégration, le gouvernement fait activement la promotion de l'autonomie économique dans les secteurs public et privé.

Accès au marché – priorités du Canada pour 2003

- continuer de faire pression sur les autorités sud-africaines afin qu'elles tirent au clair et rationalisent les règles du contrôle des changes qui touchent les fusions éventuelles d'entreprises sud-africaines et canadiennes;
- veiller à ce que soient clarifiées les prescriptions d'échanges de contrepartie (civils et militaires) s'appliquant aux gros marchés publics, auxquels la non-transparence a causé des problèmes ces dernières années;
- continuer d'évaluer la compétitivité du Canada en Afrique du Sud compte tenu des accords de libre-échange entre l'Afrique du Sud et l'Union européenne, le Mercosur et la Communauté de développement de l'Afrique australe;
- surveiller les politiques et les programmes de l'Afrique du Sud comme la nouvelle législation sur les ressources naturelles et le programme de démarginalisation économique pour protéger les intérêts des investisseurs canadiens.

AFRIQUE ORIENTALE, OCCIDENTALE ET AUSTRAL (À L'EXCEPTION DE L'AFRIQUE DU SUD)

Les exportations canadiennes dans le reste de l'Afrique subsaharienne se limitent à quelques produits. L'examen des exportations vers cette région en provenance de l'Union européenne et des États-Unis indique que les fournisseurs canadiens n'obtiennent pas la part du marché africain à laquelle ils pourraient s'attendre. En 2003, l'une des priorités consistera à trouver des nouveaux débouchés d'exportation vers l'Afrique et à déterminer pourquoi les marchés africains semblent moins accessibles qu'avant aux exportateurs canadiens. Un premier pas important dans cette direction est la mission canadienne de promotion du commerce et de l'investissement menée en novembre 2002 par le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew, en Afrique du Sud, au Nigéria et au Sénégal.